

L'homme *entreprise*

Dans son cours [3] au collège de France de 1979 au, Michel Foucault décrit le néolibéralisme comme la reprise des objectifs des libéraux physiocrates du XVIII^e (laissez faire) et d'Adam Smith (main invisible, liberté des prix...) mais - et c'est la nouveauté - ces objectifs s'inscrivent maintenant dans la structuration et la légitimation du dispositif de gouvernement, c'est à dire dans l'élaboration même de l'Etat.

Le *laissez-faire* devient l'objectif et la raison d'être de l'Etat non dans ses actes, puisqu'il est de toute façon réduit progressivement au minimum de ces missions régaliennes, mais dans les règles qu'il est forcé d'édicter ou de modifier pour permettre à l'économie de marché de fonctionner de façon autonome, selon des critères devenus ceux de la finance d'une économie dé-matérialisée : Celle des actionnaires.

Ces critères imposent une croissance folle qui court après les taux de rémunération exigés par l'actionnaire roi. Cette croissance est aujourd'hui partiellement dénuée de support physique et nourrie par la dette.

Ce modèle -dominant dans la mondialisation actuelle- est décrit par Foucault comme ayant pris forme dans l'économie politique allemande d'après deuxième guerre mondiale puis la construction européenne depuis 1948.

Si la version occidentale du néo-libéralisme cherche, au sortir de la guerre, à exorciser le spectre du troisième Reich en diluant le pouvoir de l'Etat, il lui laisse cependant des outils de redistribution. Mais il pilote quand même les restructurations dictées par l'actionnariat. Dans sa version anglo-saxonne, il est l'organisateur des grandes dérégulations mondiales des années Reagan et Thatcher qui gommèrent peu à peu toute contrepartie sociale.

Foucault souligne là une nouveauté, apparue dans les discours puis les politiques européennes des années 70, qui consiste à créer une discontinuité dans le corps social : Celle d'un seuil, d'un point de bascule : au dessus de ce seuil, chaque citoyen est vu comme une petite entreprise "atomique", à laquelle tout doit être concédé pour permettre l'épanouissement au sein du marché. En dessous d'un certain seuil de *pauvreté*, se situe une rupture au delà de laquelle l'individu, trop pauvre, est traité comme un assisté, qu'il l'ait choisi ou pas. L'unité de base est donc l'entreprise, même l'individu y est ramené, en croissance ou en dépôt de bilan.

L'aide sociale, telle qu'élaborée à la libération (sécurité sociale¹) par le conseil national de la résistance veut couvrir *tous* les citoyens, quelques qu'ils soient, de la même façon. Elle est assise sur les salaires et nécessite donc une bonne croissance pour être à l'équilibre.

Dans cette vision néo-libérale plus restrictive, l'aide ne concerne que les plus démunis (Les autres, sans distinction, pouvant recourir à des assurances privées) et n'est plus motivée et révisée que *par les effets* de la pauvreté sur le corps social :

Ces effets sont traités 'au mieux' sans se soucier des causes par un *impôt négatif*² ou ponctuellement par des œuvres de charité selon les pays.

La redistribution générale des revenus, censée compenser les écarts *relatifs* de pauvreté, s'estompe au profit d'une redistribution ciblée sur une population définie selon des critères précis propres à chaque société. L'objectif ainsi poursuivi est celui de la non intervention dans le jeu économique qui s'équilibre seul (sans l'Etat) et délègue le traitement des exclus (du jeu économique) à des dispositifs, plus ou moins censés aider à la "*réinsertion*". Les critères d'insertion, n'étant plus que d'ordre économique par gommage des autres points de vue culturel ou sociaux, sont transformés en valeurs économiques, sources potentielles de revenu et corollaires de l'insertion et de la réussite économique : Ils sont alors réduits au minimum en cas d'exclusion puisque devenus "inutiles".

Cette *mise à part*, cette organisation "rationnelle" de l'exclusion dont on ne veut plus savoir si elle est imposée, consentie ou voulue (!), compartimente la société, norme les catégories d'individus. Et si la *chance* est donnée de revenir dans le jeu en limitant les stigmates; elle n'en crée pas moins une frontière, pas si nette que cela d'ailleurs, entre les *in* et les *out*. Cette distinction se fait là même où justement les écarts de revenus, mais aussi les différences culturelles, sociales, familiales, géographiques (ghettoïsation) voir religieuses ou ethniques n'ont pas à interférer puisque la grille de lecture est seulement économique :

La sociologie n'est bienvenue que dans le cadre choisi, pas pour le discuter. S'il existe bien des outils de *discrimination positive* (recrutement en banlieue pour certaines formations d'élite), si l'on aménage les aides

1. assemblée plénière du C.N.R du 15 mars 1944 : «un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État.»

2. Au dessus du seuil de pauvreté, Milton Friedman propose une prestation dont le barème est conçu pour inciter à l'activité.

à la "réinsertion" (RSA plutôt que RMI) et pour l'accès à la santé (CMU) essentielle pour le bon fonctionnement de l'entreprise "individu"; c'est sur fond de ce *seuil* à compenser, de cette coupure au milieu des hommes. Ce paradigme incontournable n'est bientôt même plus interrogé alors même qu'il repose sur une représentation qui tend à marchandiser toutes ressources.

Laisser faire..

Le jeu à somme nulle que décrivaient les mercantilistes¹ dans l'échange marchand ne peut plus se faire : A partir du milieu du XVIII^e siècle apparaît une limitation interne, une régulation de la pratique gouvernementale qui va cliver son action entre ce qu'il peut faire et ce sur quoi il ne doit plus intervenir. Ce que Foucault décrit comme la question du *'comment ne pas trop gouverner?'* à travers l'émergence de l'économie politique en tant que *« réflexion générale sur l'organisation, la distribution et la limitation des pouvoirs dans une société. »* (cf. [3] p 15 et suivantes). Cette réflexion pose l'économie politique dans un premier temps comme possible despotisme chez les physiocrates : l'Etat y dispose d'un *tableau économique* comme principe d'analyse du processus économique mais ce tableau est un savoir commun aux sujets et au souverain ([3] : p 289) qui laisse passer l'idée qu'il faut laisser aux agents économiques leur liberté dont l'Etat est le garant régulateur. L'approche d'Adam Smith est toute autre qui propose de juger de la pertinence d'un choix de politique économique non en fonction de sa légitimité (justice sociale, équité, transparence, contrôle démocratique, aspect "moral") mais en fonction de ses seuls effets. Non en terme de droit mais de pure efficacité dans la fluidité du marché et l'accroissement des richesses : un tournant utilitariste. L'économie n'est plus définie selon le droit mais se soumet à des "lois naturelles" (*la main invisible* : chacun poursuit son intérêt, il en résulte l'intérêt de tous par un processus complexe autant qu'inaccessible) qui lui sont propres comme celle par exemple qui conduit la population à chercher à accroître son revenu. Ce nouveau "régime de vérité" appelle alors un "laissez faire", ces lois de nature pouvant être méconnues par le gouvernement qui conduirait alors une mauvaise politique : *« L'économie est une science latérale par rapport à l'art de gouverner. »* ([3] : p 290).

A la différence de la vision mercantiliste, cette représentation néolibérale porte en elle l'ouverture à la concurrence qui s'exacerbe dans la poursuite de toujours plus de marchés à créer ou conquérir, de mondes à explorer puis exploiter, de ressources à épuiser. Après avoir franchi les frontières, colonisé le monde, le marché ne trouve plus de source de croissance, que dans la *valorisation* de ressources non encore exploitées : l'eau, le vivant, la connaissance, l'éducation et la formation (AGCS)². L'AGCS prétend étendre à ces domaines la libéralisation des échanges mettant en cause l'existence des services publics et incitant à la marchandisation des ressources vitales comme l'eau.

La modernité, la croissance et la mode.

Jamais rassasié et parce qu'il réduit tout à la valeur *argent*, le marché épuise les ressources dans un toujours plus de consommation et uniformise les codes par le jeu des modes. Il lisse les valeurs, les cultures, les différences en définissant des standards éphémères. Cette course mimétique irrépressible entre les hommes qui guettent sans cesse quoi désirer dans le regard de l'autre trouve là son acmé dans le village global où le désir se transmet à la vitesse de l'internet.

Le ressort anthropologique de *mimesis* décrit par René Girard (Voir par exemple : [4] et [5]) trouve dans la société de consommation son expression ordonnée : Désirer l'objet que l'autre possède. L'envie est un ressort de la violence sociale, la consommation de masse d'objets uniformisés est un moyen de pacification sociale mais au prix de frustrations croissantes : Ressembler à l'autre exacerbe ce mouvement du regard qui guette dans le regard d'autrui ce qu'il faudra désirer.

Son fonctionnement dans les sociétés traditionnelles, tel que l'analyse Girard, consiste en ce que la moindre différence entre individus devienne un *gène indifférenciateur* qui provoque le rejet et agrège sur lui les envies non élucidées ou les ressentiments. Celui qui présente une différence à la "norme" (vestimentaire, comportementale, physique, de pensée, d'expression ou de possession) devient aux yeux de la "moyenne" responsable de tout ce qui ne fonctionne pas au sein du groupe : La crise du bouc émissaire est en route. Le groupe ne peut se réconcilier que sur son sang, quitte à en faire un dieu, un mythe qui refonde alors l'unité et la paix

1. Le mercantilisme est une vision de l'organisation de la production et des échanges selon laquelle l'Etat doit s'enrichir par accumulation monétaire, se renforcer par accroissement de population et se maintenir en concurrence avec les autres Etats dont il importe qu'ils soient limités, équivalents entre eux en sorte qu'aucun ne l'emporte sur l'autre pour pouvoir prétendre reconstruire une unité impériale.

C'est cette auto-limitation que Foucault souligne dans ce qui caractérise la raison d'Etat dans la formation des appareils diplomatico-militaires du XVII^e siècle ; raison d'Etat qui, du coup, ne connaît pas de limite sur le plan de la police intérieure à travers une judiciarisation des rapports et le développement du droit comme externe au pouvoir. (cf. [3] p8 à 12)

2. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS, ou GATS en anglais pour General Agreement on Trade in Services) instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1994.

sociales.

L'histoire du Christ ayant révélé que la victime était innocente (cf. Girard), la victimisation et la culpabilité deviennent le débouché de ce mouvement de violence mimétique alors qu'émerge le *sujet moderne* : cette culpabilité, issue de l'*examen de soi* dans la pastorale chrétienne, a engendré l'individu-sujet moderne *assujetti* à l'auto-analyse que lui prescrit la société exigeant de lui efficacité et productivité, innovation et projection dans l'avenir vu uniquement comme perpétuelle et nécessaire évolution de carrière toujours selon le ressort mimétique. Culte de la nouveauté, l'innovation devient le pilote du projet économique comme source de croissance.

La consommation satisfait ainsi des besoins de reconnaissance sociale : c'est une course qui s'engage entre les différents groupes sociaux dont les individus se singent du bas en haut de l'échelle sociale pour échapper à leur groupe d'origine. La consommation ostentatoire manifeste l'instinct prédateur et la comparaison provocante : Le consommateur arbore ou vise des valeurs plus que des objets.

Comme dans toute approche il conviendra ici de limiter le côté systématique, comme ne le fait pas toujours René Girard lorsqu'il systématise la crise mimétique par ses conséquences catastrophiques au point de rejoindre les prédictions religieuses (donc littéraires). Notamment lorsqu'il écrit : « *on peut montrer, je pense, qu'il n'y a rien dans la culture humaine qui ne puisse se ramener au mécanisme de la victime émissaire.* »¹ Cette anthropologie est intéressante mais clairement irréfutable donc finalement bien peu scientifique. Régis Debray signale à son propos² : « *l'originalité (...) tient au branchement de la glose sur la gnose, laquelle fait d'un savoir la clé d'un salut. (...) A croire qu'on s'était trompé en tenant pour établie l'inanité des querelles entre sciences et foi.* »

Mais l'approche de Girard, une fois ces précautions prises, n'en demeure pas moins féconde pour éclairer l'analyse en ayant le plus possible conscience de l'angle et de la couleur de l'éclairage : il éclaire quand même ! (mais il y a toujours un angle et une couleur à tout éclairage... et comment voir autrement ?).

La monnaie est ce rapport social qui fluidifie les relations en instituant un *échange rituel* à même de contenir la violence engendrée par le désir mimétique que l'on détourne alors vers les objets sur une échelle commune de mesure des valeurs. Aussi, naturellement, devient-elle la mesure de toutes choses dans une spirale d'expansion de la zone de désir qui transforme tout objet en argent afin de neutraliser la violence de l'échange. Le regard de l'autre me désigne l'objet de mon désir qu'il faut ensuite transformer en monnaie. La croissance ne pouvant se réaliser que par un accroissement des zones d'exploitations et d'activité économique, le nombre des secteurs contaminés augmente : Marchandisation des ressources rares, des espèces végétales (semences), de la biodiversité, donc la richesse génétique (brevetabilité du vivant) jusqu'au capital génétique humain qui rejoint le *capital humain* (force de travail, position sociale dominante, capital culturel explicite ou implicite, réseau social) c'est à dire en capital travail (le capital humain étant gage d'insertion) donc en source de revenu (position sociale).

Ainsi l'éducation, la culture, la santé n'échapperont pas à cet *attracteur étrange* qu'est la valeur marchande pour toute chose parce que la croissance le réclame et parce que le fonctionnement mimétique qui la pilote lui prête ce rôle uniformisant malgré le culte de l'innovation qui fait de la mode un accélérateur de changement mais un "égaliseur" de comportement.

L'individu "moderne"

Le cadre de cette pensée économique dominante est un nouveau *dispositif*, comme une nouvelle *sphère des fixes*. Comment donc mettre à distance ce discours dans lequel l'*individu*, ce sujet pensant, se fait en même temps objet de science (donc inerte) pour lui même, cet objet inanimé, cette micro-entreprise qui court dans le sens qu'on lui indique, (sans âme ?) : Cet objet de nouvelles sciences *humaines*.

Ces nouvelles "sciences" émergent dans les discours technophiles et utilitaristes parfois jusqu'à la caricature qui sont issus de l'entreprise. Signalons par exemple les techniques de *management* ou de *coaching* de l'individu. Chacun s'y voit *objectivé, assujetti*, soumis, scruté par la technique nouvelle de gouvernement qui prétend dépasser l'ancienne (école, hôpital, police, prison³..) pour développer, libérer, régénérer l'*épanouissement* de tous. L'individu est transformé en objet, là même où la modernité isolait l'individu-sujet, où elle faisait surgir une autonomie d'être et de pensée, une liberté aux droits nouveaux, aux libertés nouvelles. Là même où l'Etat devait finalement reculer, laisser la place, se pose un nouveau dispositif que l'on ne peut dépasser du moins dans le fonctionnement actuel des institutions et des représentations, dans la disposition des pouvoirs en présence et des savoirs qu'il invoquent.

C'est une construction en abîme où le recul du gouvernement voulu par le néo-libéralisme laisse place à ce qui l'absorbe : Un voile de "laisser faire" qui a ses règles, ses objectifs, ses dispositifs de contrainte, son pilotage interne.

1. René Girard - *choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset 1978 ; cité par R. Debray

2. Régis Debray - *Du bon usage des catastrophes*- Gallimard nrf -2011, p79

3. voir évidemment [2]

La nouveauté, c'est que le *dispositif*¹ est cette fois-ci ni en Dieu, ni dans le souverain, ni dans la loi ou la "juridicisation" des relations, ni dans les discours scientifiques et leurs techniques de pouvoir : C'est dans l'homme lui-même puisqu'il n'est plus qu'une entreprise dont la logique interne est de fonctionner comme telle. L'homme se fait discours, logique d'entreprise. Sa structure de pensée est dans l'élaboration de son projet de vie, de son existence par la production de richesse pour lui et sa famille selon le modèle dominant.

C'est à la fois ce mouvement anthropologique et cette rationalisation croissante et utilitariste du paysage humain qui sont contenus dans ce dispositif de gouvernement par le libéralisme économique. C'est l'*homo œconomicus* comme prolongement de l'*homo faber*².

Cette responsabilisation de l'individu dans le fonctionnement de sa petite entreprise personnelle n'est-elle pas nettement illustrée dans le fonctionnement de la crise financière mondiale de 2008 ? La fabrication et la vente de valeurs boursières "pourries" et masquées dans le découpage par *titrification* de la dette. Des gens peu scrupuleux placés dans l'ensemble du système bancaire mondial l'on fait et l'ont traité comme un simple risque, dont le coût a été estimé acceptable : la mise à la rue de milliers de personnes incapables d'honorer leurs dettes. Qu'importent les famines, la misère, le mal logement : le risque en a été jugé acceptable.

Ce "cynisme" n'est pas "cruel", il est simplement le reflet de cette logique du "tout économique", du "tout marchandisable"... Les SDF ne sont plus que de mauvais entrepreneurs dont le seul défaut est de ne pas savoir lire le fonctionnement du monde financier ! ils sont *naturellement* sanctionnés par cette *nature*, ce principe qui gouverne tout. Il y a donc bien là effacement du jugement moral par la rationalité économique étendue.

Si les politiques courent au chevet d'une économie assommée par la perte de confiance généralisée en prétendant "moraliser la finance", c'est seulement pour rassurer "les acteurs" (entreprises et électeurs) afin d'éviter que la machine qui ralentit ne se grippe, bien conscient au fond de ce fonctionnement "au risque pesé" pour chacun. Il ne peut être question de justice ou d'équité puisque l'investisseur passera toujours avant l'employé en tant que meilleur garant du bon fonctionnement de la machine. Le paradigme fonctionne même quand ça se dégingue parce qu'il n'est pas envisagé qu'il puisse avoir atteint ses limites...

Références

- [1] Hannah ARENDT. *Condition de l'homme moderne*. Calmann-Lévy-Agora-pocket, 1961-1994.
- [2] Michel FOUCAULT. *Surveiller et punir*. Gallimard, 1975.
- [3] Michel FOUCAULT. *Naissance de la biopolitique*. hautes études- Gallimard- Seuil, 2004.
- [4] René GIRARD. *la Violence et le Sacré*. Grasset, 1972.
- [5] René GIRARD. *Le bouc émissaire*. Grasset, 1982.

1. au sens foucauldien : approximativement l'ensemble des *savoir-pouvoirs*, des institutions socio-politiques, des discours et représentations qui nous gouvernent.

2. «L'homme, en tant qu'*homo faber*, instrumentalise, et son instrumentalisation signifie que tout se dégrade en moyens, tout perd sa valeur intrinsèque et indépendante : finalement, non seulement les objets fabriqués mais aussi "la Terre en général et toutes les forces de la nature" qui (...) existent indépendamment du monde humain, perdent leur valeur parce qu'elles ne présentent pas la réification qui vient du travail"» Hannah Arendt, dans [1] p 210